

<http://ugtg.org/spip.php?article110>



Déclaration de l'UGTG à propos du Forum Social Caribéen

- Expressions - Déclarations -



Date de mise en ligne vendredi 9 juin 2006

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Pointe-à-Pitre le 9 juin 06

À

Mme et MM. les Secrétaires Généraux

Mme, M. les Présidents

Des syndicats de la Caraïbe.

Cher(e) camarade,

Début juillet 2006 en Martinique va se tenir un Forum Social Caribéen (FSC). Grande mode, les forums sociaux se multiplient aux quatre coins du monde.

Espace de discussion, de débat et d'élaboration de propositions par les « acteurs sociaux » (ONG, syndicats, associations, ...), c'est la façon dont on nous présente les choses.

En fait, c'est un lieu de contestation sympathique basée sur la citoyenneté et non sur la lutte des classes où on critique les multinationales mais sans remettre en cause le capitalisme.

Dès lors, cette démarche consiste à associer les syndicats aux plans capitalistes.

Jugeons-en ! Le FSC de la Martinique se revendique de « la charte approuvée à Sao Paulo le 09 Avril 2001 par le comité d'organisation du forum social mondial (FSM) et du conseil international du 10 Juin 2001 » qui se dit pour une « mondialisation sociale et solidaire ». En Novembre 2001, au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), se constitue « une commission de la dimension sociale de la mondialisation » ayant pour but de mettre en oeuvre « une nouvelle gouvernance mondiale » rassemblant « gouvernements, parlementaires, entreprises, membres de la société civile, organisations syndicales, organisations internationales ».

Les forums sociaux sont soutenus par le Grand Capital international.

En Janvier 2001, le Fond Monétaire International (FMI) a envoyé un observateur à Porto Alegre. L'ex PDG de Vivendi Universal déclarait sur France 2 à la même époque que « *Porto Alegre est un vrai phénomène (...). C'est un moyen d'instaurer et d'inciter un dialogue social entre les entreprises et les représentants de la société civile, des organisations syndicales, des organisations de type ONG (...). Parallèlement, je suis à fond partisan de ce dialogue* ».



Et pourtant, licenciements massifs, démantèlement des services publics, remise en cause des acquis sociaux, répression anti-syndicale, destruction des lois sociales et des conventions collectives, sont le lot quotidien des Travailleurs et des Peuples du monde entier.

Face à cette barbarie, les Travailleurs et les Peuples résistent en s'organisant autrement dans le cadre de structures syndicales indépendantes de tous pouvoirs politique, économique et financier.

Les forums sociaux ont donc vu le jour pour tenter de domestiquer ce mécontentement et mieux le contenir. Et l'on voit, la participation de ministres de gauche comme de droite, le soutien et le financement par des gouvernements de tous bords, par les institutions européennes, les multinationales et plus curieux encore une très large couverture médiatique.

Ainsi, on voudrait nous faire croire qu'il serait possible de développer un capitalisme au service de tous les hommes et les femmes de cette Terre, certains se laissent aller à parler d'un libéralisme plus humain comme s'il était possible d'humaniser un système qui par nature est basé sur l'exploitation et la déshumanisation de l'homme. Y participent des ministres de gauche comme de droite. Ils sont financés par les gouvernements de tous bords, par les institutions du capital, par les multinationales à travers notamment les ONG.

Pour exemple, comment a été financé le Forum social Européen de Saint-Denis (en France)

" 500 000 euros par l'union Européenne et le Gouvernement de droite Français (UMP) ;

" 1 000 000 d'euros par la mairie socialiste de Paris ;

Déclaration de l'UGTG à propos du Forum Social Caribéen

" 610 000 euros versés par le Conseil Général de Gauche de Seine Saint-Denis et du Val de Marne ;

" 510 000 euros versés par la Mairie communiste de Saint-Denis.

Ainsi, le forum social caribéen avait un budget initial de 5 Millions d'euros et financé de la façon suivante :

" 1/3 par le Gouvernement français ;

" 1/3 par les collectivités locales de Martinique ;

" 1/3 par l'Union Européenne.

Et l'État Français de déclarer que les objectifs de ce FSC sont conformes à sa politique notamment en matière de coopération régionale.

Aussi, est-il possible de défendre les intérêts des travailleurs et des Peuples main dans la main avec ceux qui se révèlent quotidiennement les pires ennemis des Travailleurs et de la souveraineté des Peuples ?

On voit surgir depuis plusieurs mois des ateliers et autres réunions sur le renouveau du dialogue social à l'initiative du patronat et de l'État. Leur but : intégrer les syndicats dans le processus d'éradication des conquêtes sociales au nom de la sacro-sainte mondialisation de l'économie.

Les colloques sur le dialogue social, antichambre des forums sociaux, sont financés par l'Union Européenne et le Ministère de l'Outre-mer. Ils ont comme unique objectif, le bâillonnement des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Ainsi, ils (l'État et les patrons) veulent faire appliquer sans contestation, leurs réformes de refonte à la baisse des CONVENTIONS COLLECTIVES, faire disparaître le Code du travail et singulièrement le droit de grève, veulent abattre toutes les libertés fondamentales au nom de la mondialisation et de la paix sociale.

Les Institutions Européennes, l'État Français et le Conseil Économique et Social ont désigné la Martinique comme terrain d'expérimentation et de promotion du « dialogue social institutionnalisé » dans la Caraïbe notamment par la création d'une association de promotion du dialogue social, à grand renfort de subvention de l'État et de l'Europe. Et pourtant, Remise en cause du droit de grève, licenciements massifs, répression anti-syndicale féroce, tel est le quotidien des Travailleurs de la Martinique malgré la participation de leurs Organisations à ce vèglaj.

La prolifération des forums sociaux remet en cause directement l'indépendance des organisations, en particulier des syndicats de classe pratiquant la lutte de masse et un syndicalisme de revendications et de contestation sociale. L'indépendance des Organisations Syndicales a été au centre de notre XIème congrès de même que la question du dialogue social qui lui est intimement liée : « Sé Fanm, Nonm é angajman an Konsyans balan é inité San Janmen manjé an men a yo ka Kalbandé èspwatasyon Kapitalis é Kolonyalis », tel était le thème de ce congrès.

L'objectif affiché du dialogue social institutionnalisé et des forums sociaux est donc, à l'évidence, l'éradication d'un syndicalisme indépendant, de lutte de classe, de conquêtes sociales au profit d'un syndicalisme d'accompagnement

Déclaration de l'UGTG à propos du Forum Social Caribéen

social au service des directives de l'Europe de l'État et du Grand Capital International.

L'UGTG réaffirme que ne plus se battre pour la défense des droits et garanties des larges masses c'est renoncer à l'indépendance des syndicats, c'est donc défendre les intérêts des capitalistes. Aussi, Ceux qui prétendent que seule la paix sociale et le pacte travail-capital-État serait en mesure d'alléger les régressions sociales imposées par le grand capital se trompent et trompent les Travailleurs et les Peuples. **Cette voie est celle de la capitulation et de la compromission car comment prétendre défendre les travailleurs et ne pas s'opposer aux licenciements et aux abominations dont ils sont victimes.... ?**

L'UGTG soutient qu'en Guadeloupe, comme dans tous les pays du monde, résister et s'organiser pour assurer la défense d'un syndicalisme indépendant, continuant à agir sur le terrain de la défense des intérêts de classe de la classe ouvrière est incontournable pour combattre la barbarie capitaliste et colonialiste.

Pour toutes ces raisons, l'UGTG ne sera pas présente au forum de Martinique.

Cher Camarade, sans prétention aucune, nous tenions à porter notre position à votre connaissance à propos du Dialogue social et des Forums sociaux -car nous estimons que l'indépendance syndicale est la chose la plus précieuse que nous devons mettre à la disposition des Travailleurs et des Peuples.

C'est certes un positionnement qui attire les foudres du patronat, des multinationales, de l'État avec sa justice et sa police mais face à cette mondialisation qui engendre misère, pauvreté, exclusions, démantèlement des nations ; les travailleurs, les peuples et leurs organisations n'ont d'autre choix que de lutter pour combattre la barbarie capitaliste.

Recevez, cher camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour le Conseil Syndical

Le Secrétaire Général Raymond GAUTHIEROT